



La photographie de presse

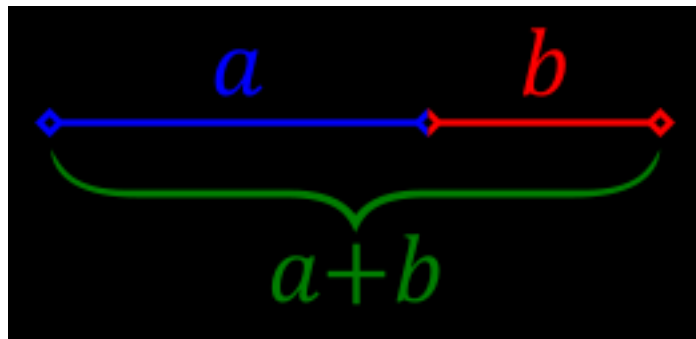
Le rôle de la photo de presse

- Elle apporte une **information**, souvent en rapport avec un **fait d'actualité**.
- Elle **aide le lecteur** à la compréhension des événements ; elle est **complémentaire** d'un article de presse.
- Elle **illustre** un événement ou elle le **met en scène** : le regard , le cadre et l'angle de vue sont **choisis** par le photographe.

Les règles de composition d'une photographie

- Le nombre d'or et la règle des tiers
- Les lignes directrices
- La lecture en Z
- Le point de vue
- L'échelle des plans

Le nombre d'or



$$(a+b)/a = a/b$$

le nombre d'or

$$\frac{1 + \sqrt{5}}{2}$$

Dehstingue Justine 2nd2

Si x et y sont ces deux grandeurs, x étant la plus petite, on a

$$\frac{x}{y} = \frac{y}{x+y}$$

Pour trouver la proportion reliant x à y , il suffit de donner une valeur à x (prenons 1) et de résoudre l'équation.

$$\frac{1}{y} = \frac{y}{1+y}$$

soit

$$y^2 - y - 1 = 0$$

dont la solution positive est :
(seule la racine positive peut convenir)

$$\frac{\sqrt{5}+1}{2}$$

Comme $\sqrt{5}$ est irrationnel, le nombre d'or l'est aussi ;
il vaut approximativement 1,618 033 989...

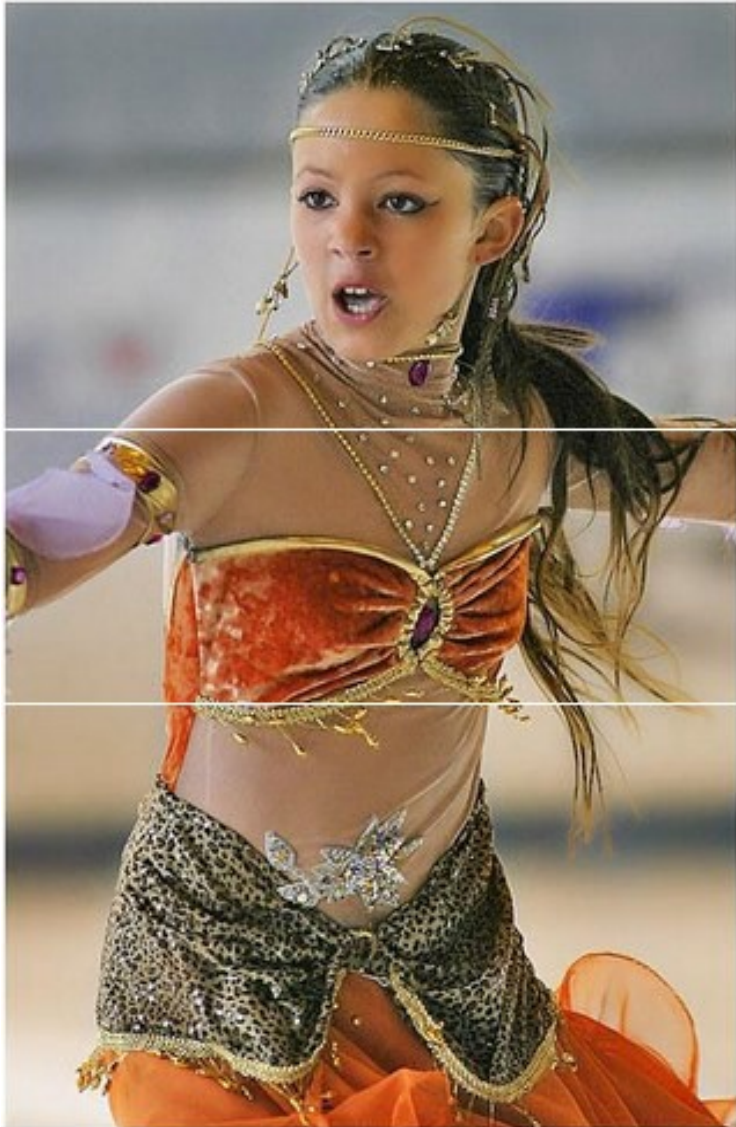
Le rectangle d'or



Prenons un format de 320 x 480 (rapport 1,5).

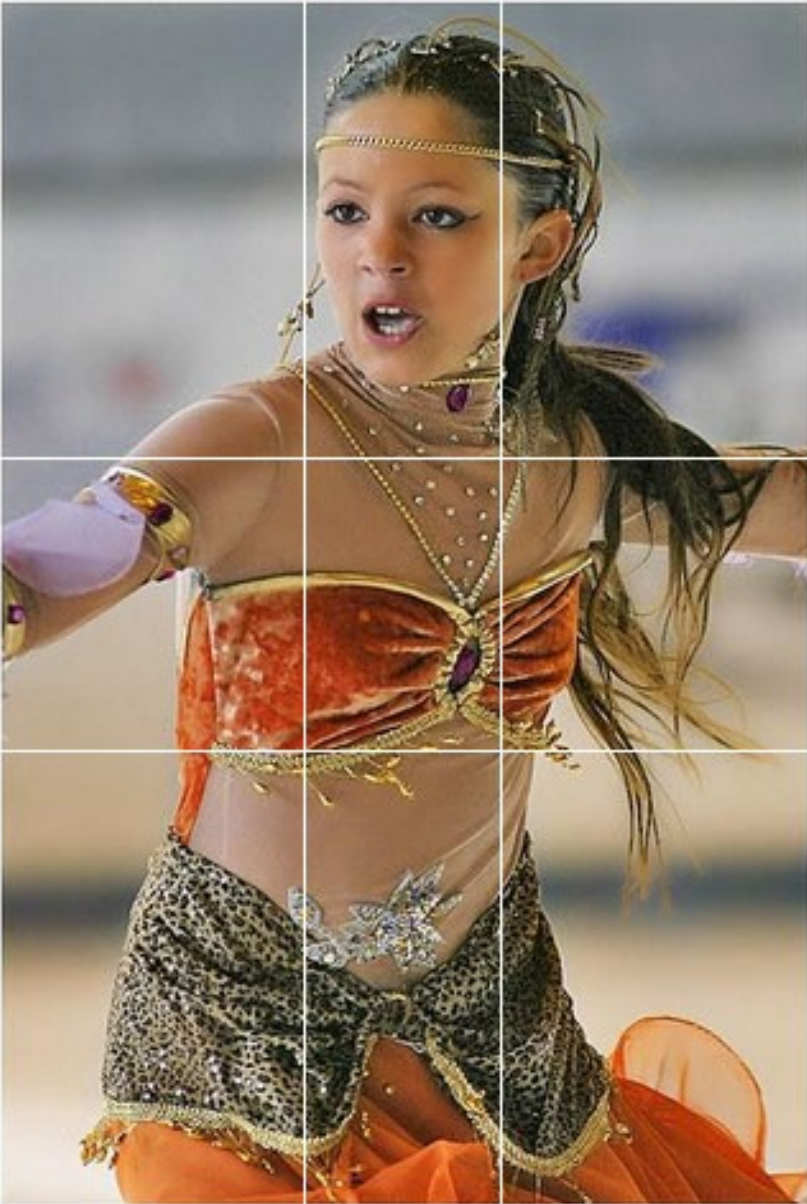
Afin d'obtenir les lignes d'or, nous allons diviser 320 par 1,618 (ou $320 \times 0,618$). Cela donne 197,76. Nous traçons une ligne verticale à 197,76 de la gauche et une ligne verticale à 197,76 de la droite

Le rectangle d'or



Nous recommençons l'opération pour obtenir les lignes d'or horizontales. Hauteur de la photo (480) divisé par 1,618. Cela donne 296,64. Nous traçons donc une ligne horizontale à 296,64 du haut et une autre à 296,64 du bas

Les points d'or

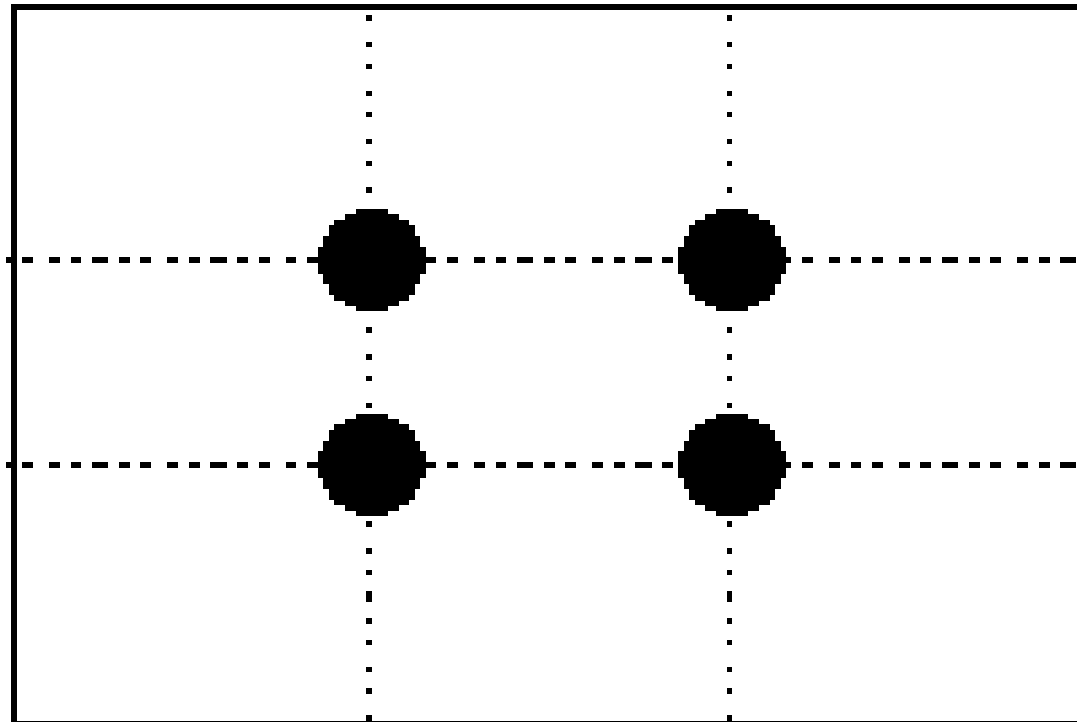


Les points d'or sont les intersections des lignes d'or.

Le nombre d'or et la règle des tiers

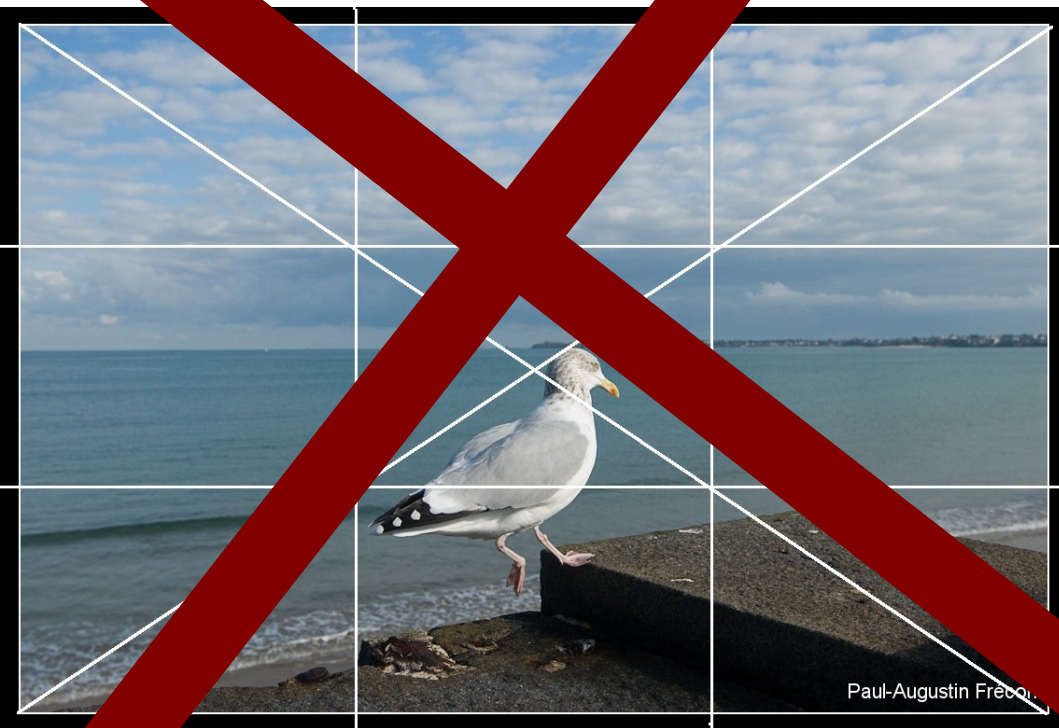
En divisant l'image en 3 bandes et colonnes égales, on obtient 4 points précis sur lesquels seront souvent disposés les éléments visuels majeurs.

Cette règle de composition est valable pour un tableau, un case de bande dessinée, une photographie ou une affiche.



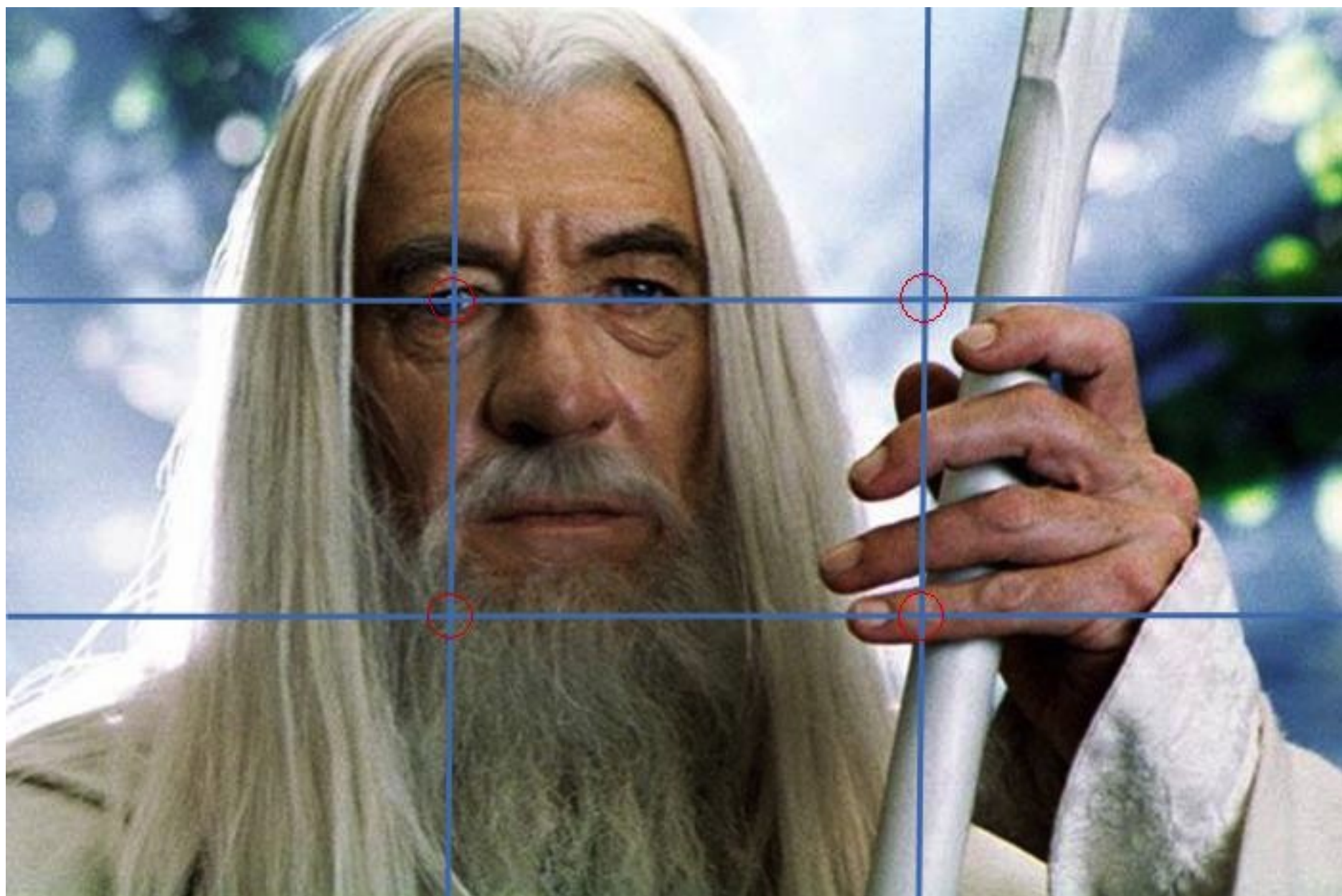
Le nombre d'or et la règle des tiers

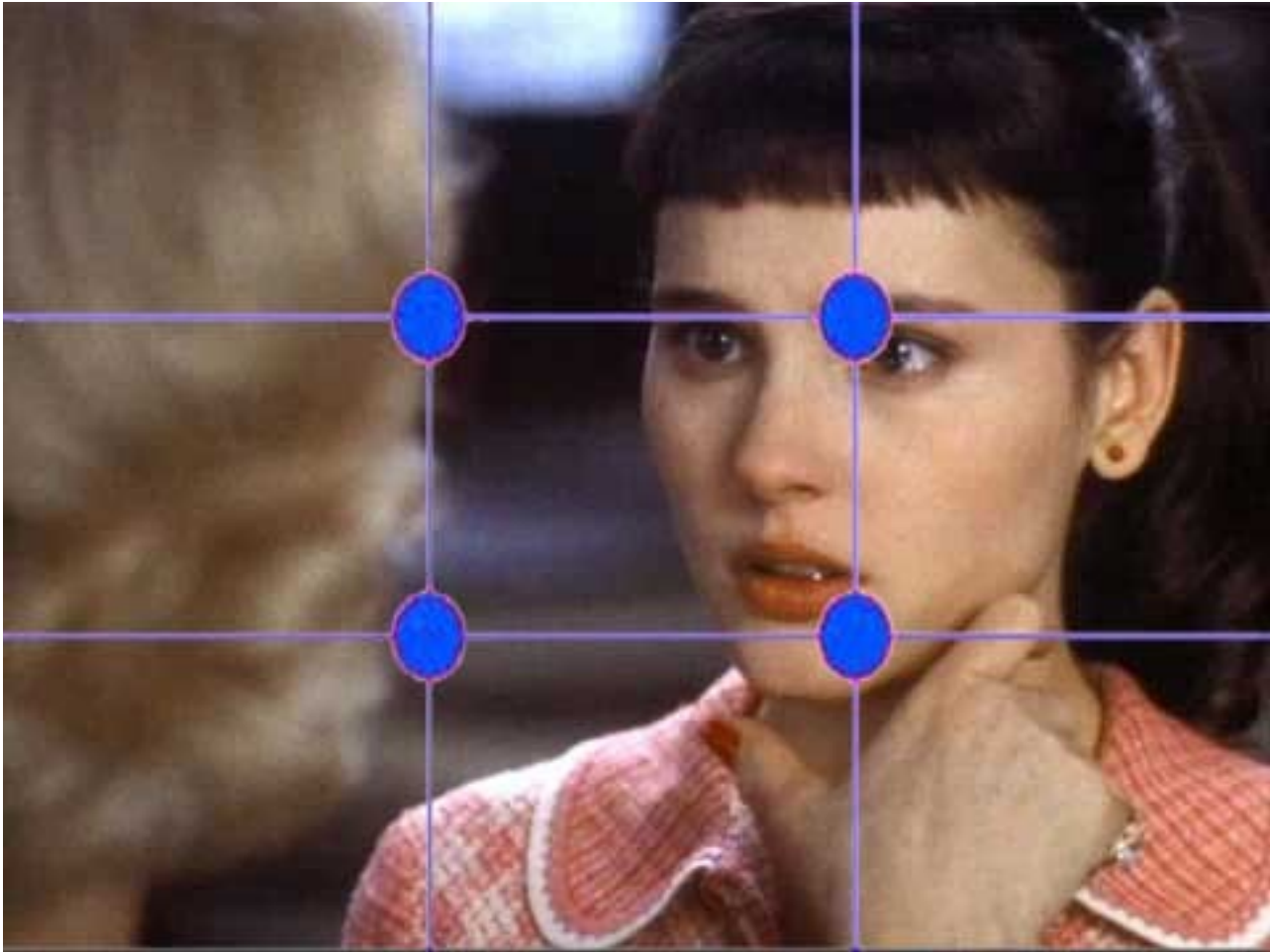
A ne pas faire



A faire







Lignes de fuite et points de force

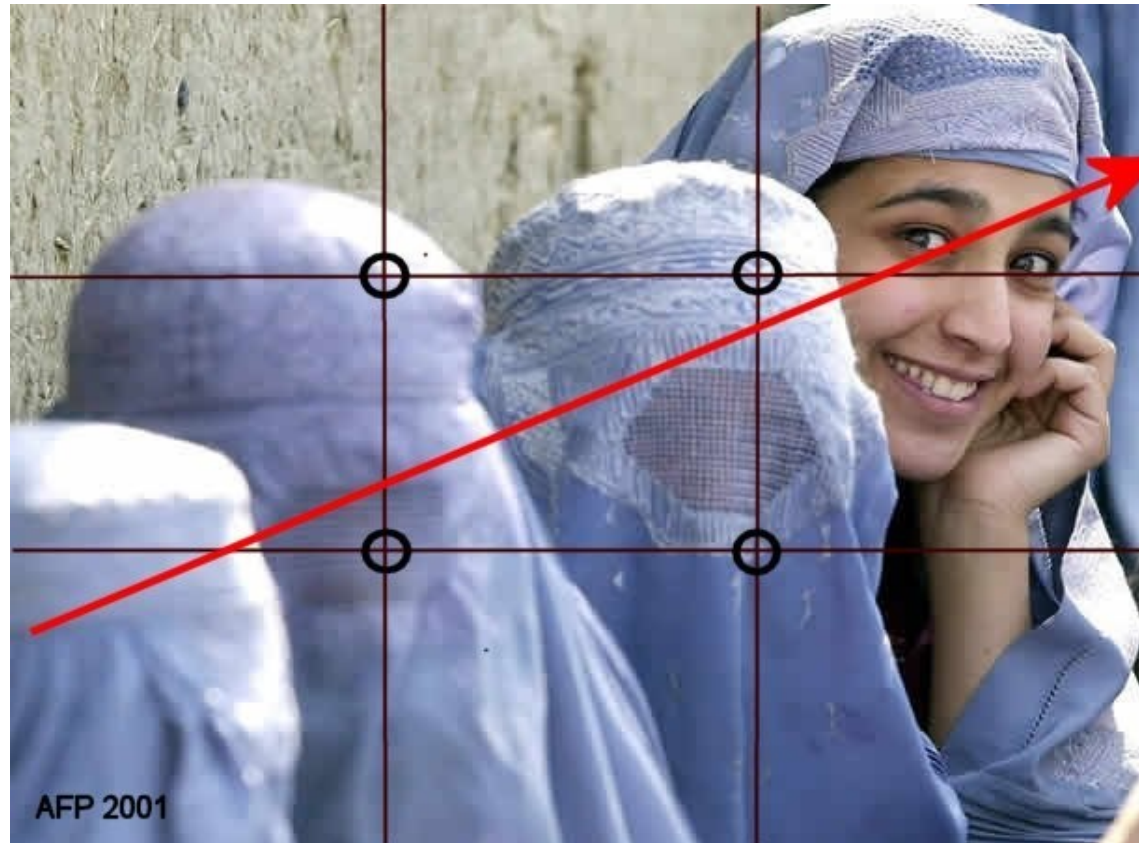
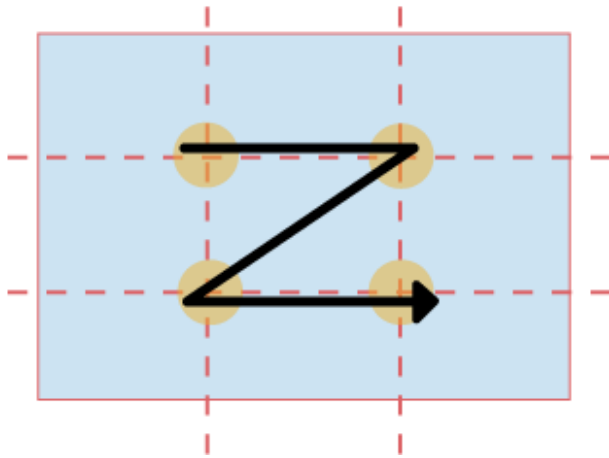


Photo AFP du 21 Novembre 2001 parue dans l'Est-Républicain en Novembre 2002.

La lecture en Z

Le balayage de l'œil se fait dans le sens de l'habitude culturelle, il aura donc tendance à aller de gauche à droite et de haut en bas.



Chez les guerriers Samburu,
l'arrivée des nouveaux venus
est saluée par de grands bonds en l'air.



Un monde nouveau, dans la nouvelle Frontera. La nouvelle Frontera est hautement civilisée pour une voiture tout-terrain qui triomphe de pentes allant jusqu'à 80%. Grâce à ses moteurs compétitifs atteignant jusqu'à 205 ch (3.2i V6 24V), elle assure même une traction optimale en terrain difficile. Le changement de 2 à 4 roues motrices s'effectue par simple pression sur un bouton, alors que le confort se compare, élément appréciable, à celui d'une berline. Votre soif d'aventure ne connaîtra ainsi vraiment plus de limites.

www.opel.ch



OPEL 
En avant les idées

Ce qui attire l'oeil

L'élément humain dans un décor.

Le visage.

Dans un visage, le regard.

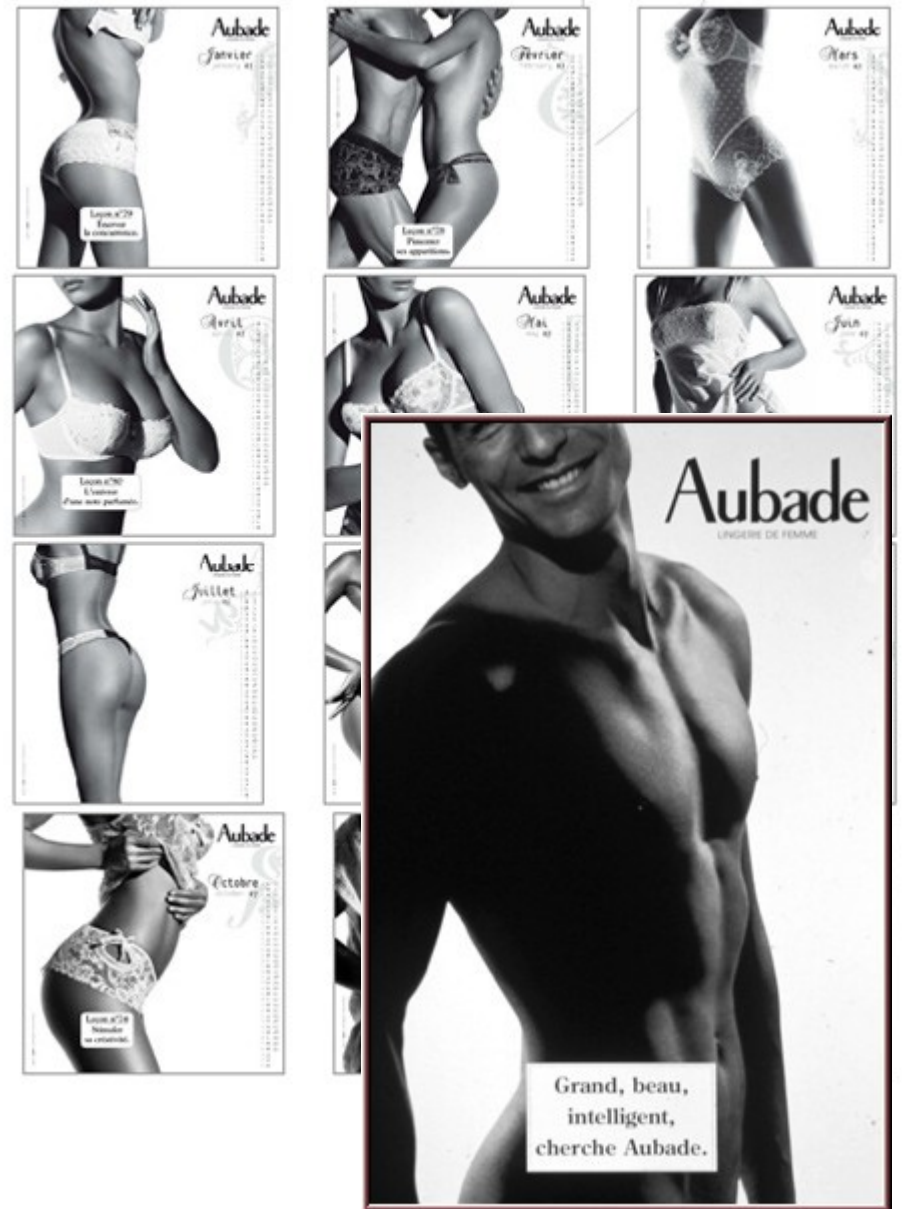
Les célèbres publicités Aubade : le photographe ne cadre pas le visage du modèle. C'est le produit qui doit être mis en avant. Or la présence d'un visage détournerait le regard...

Le photographe ne cadre pas le visage du modèle. C'est le produit qui doit être mis en avant.

La présence d'un visage détournerait le regard...



Ce qui attire l'oeil

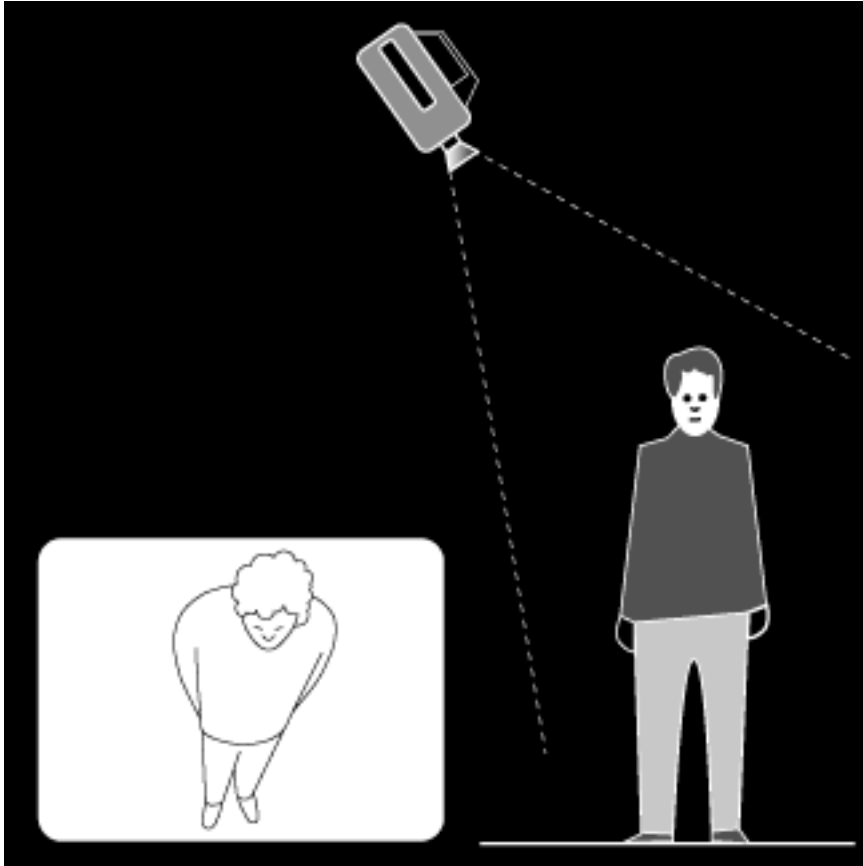


Le point de vue

A hauteur d'oeil ou du sujet

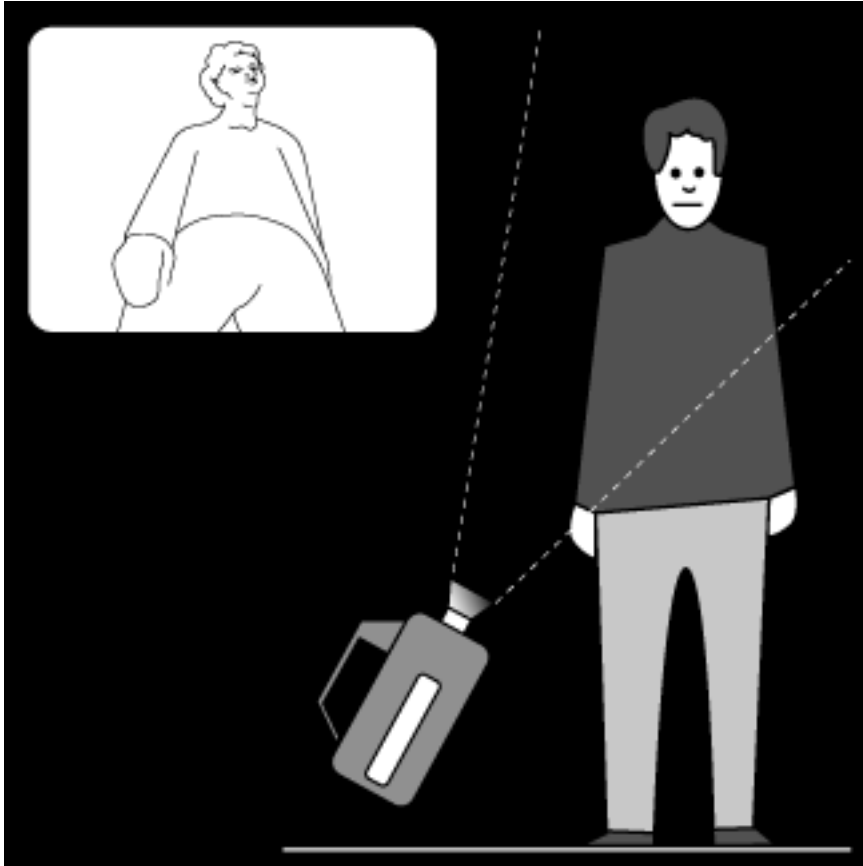


La plongée



Le sujet est dominé.

La contre-plongée



Elle agrandit le sujet, le déforme.

L'échelle des plans



Les types de plans	Le cadrage : ce que l'on voit à l'écran	L'effet recherché
Le plan général	Ensemble du décor	Situer les lieux de l'action ①
Le plan moyen	Personnage, de la tête au pied	Souligner l'action ②
Le plan américain	Personnage de la tête aux cuisses	Mettre en valeur le personnage ③
Le plan rapproché	Buste du personnage	Concentrer l'action ④
Le gros plan	Découpe la tête au niveau du cou	Accentuer l'expression ⑤
Le très gros plan	Partie du corps ou d'un objet	Attirer l'attention sur un détail ⑥

Analyser une photo de presse

1°) Une photographie ne peut reproduire qu'**une partie du réel** : le photographe de presse fait des choix et transmet un point de vue.

2°) L'image d'information, comme toute image, utilise des codes traditionnels **dans un but très souvent argumentatif.**

3°) Toute photographie **se réfère à d'autres images.**

Postulat n° 1

Une photographie ne peut reproduire qu'**une partie du réel** : le photographe de presse fait des choix et transmet un point de vue.

Grille d'analyse d'une photo

Différents éléments sont à observer sur une image :

- **ce que l'on voit :**

personnages, gestes (actions) et expressions, décor et objets

- **les choix du photographe :**

couleurs et lumières, cadrage et angle de vue, lignes et points de force (là où le regard est attiré...)

Analyser le message figuratif (ou iconique) : ce que l'on voit

Personnage	Regard	Gestes	Objets	Décor	Action
Portrait	Dirigé dans le cadre	Dirigés dans le cadre	Rôle essentiel ou symbolique	Intérieur Extérieur	S'agit-il d'un instant précis ?
Foule	Hors champ	Hors champ	Rôle secondaire	Naturel Urbain	Prise sur le vif
Pris sur le vif ou posé	Dirigé vers le « lecteur »	Dirigés vers le « lecteur »		Réaliste Stylisé	Posée
Nationalité, niveau social, ...				Inexistant	

Analyser les éléments plastiques : les choix du photographe

		Lumière et couleurs	Angle de prise de vue	Cadrage	Profondeur de champ
		Jour/ nuit Intérieur Extérieur	De niveau	Très gros plan Gros plan	1 ^{er} et 2 nd plans
		Chaudes Froides	Plongée Contre- plongée	Plan rapproché	Avant plan Arrière plan
		Contrastées Non contrastées		Plan américain Plan italien	Net ou flou
		Sombres Claires		Plan moyen	
		Noir et blanc		Plan général Plan d'ensemble	

Les élections camerounaises



Les élections camerounaises



Les élections camerounaises



Les élections camerounaises



Les élections camerounaises



Les élections camerounaises



Les élections camerounaises

Une affiche électorale

Paul Biya salue la foule

Une écolière
et une femme

Rue déserte



Un homme seul

Le peuple
se désintéresse

Paul Biya, roi fainéant à perpétuité

Au pouvoir depuis 1982, le président du Cameroun brigait hier un sixième mandat lors d'un scrutin sans enjeu dans un pays miné par la corruption et verrouillé par la répression.

Par FANNY PIGEAUD

Il fait très peu parler de lui. Pourtant, il est dans le pool des présidents qui s'enlisent au pouvoir : Paul Biya, 78 ans, règne sans partage sur le Cameroun depuis 1982. Sans qu'on ne voie de fin : après avoir changé, en 2008, la Constitution pour pouvoir se représenter, il a brigué hier un nouveau mandat de sept ans lors d'un scrutin à un tour. Et nul ne doute vraiment du résultat.

Ce n'est pas en travaillant d'arrache-pied pour son pays que cet homme à la voix éraillée et à la démarche aujourd'hui mal assurée a réussi à rester au pouvoir aussi longtemps. Au contraire. Depuis trente ans, le Cameroun recule, plongé dans une profonde léthargie, en total décalage avec son énorme potentiel économique. « Il n'y a pas eu de croissance ces cinq dernières années si on la rapporte au nombre d'habitants », a déploré le Fonds monétaire international début septembre, invoquant notamment un « sous-investissement dans les infrastructures essentielles » et « une mauvaise gestion des finances publiques ». Pendant que ses concitoyens tirent le diable par la queue (40% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour),



Une affiche de campagne de Paul Biya, à Yaoundé le 25 septembre. PHOTO JEAN-PIERRE KESELL PANAPRESS, MAXPPP

Le Monde



Riyad Mansour, l'ambassadeur palestinien à l'ONU, avec un fauteuil symbolique avant une conférence de presse à New York, le 15 septembre 2011. AFP/STAN HONDA


Liberation.fr

MONDE Le 20 septembre 2011 à 0h00

La Palestine en état de marche aux Nations unies

La demande de reconnaissance d'un Etat constitue un casse-tête pour Barack Obama, prêt à mettre son veto en soutien à Israël.

Par **FABRICE ROUSSELOT** De notre correspondant à New York

 87 commentaires



Des femmes palestiniennes manifestent en faveur de l'adhésion d'un Etat palestinien à l'ONU, le 17 septembre 2011 près de Ramallah. (© AFP Marco Longari)

L'Humanité



The image is a screenshot of the L'Humanité.fr website. At the top, the logo "l'Humanité.fr" is displayed in a red, stylized font, with the tagline "ENVIES DE CHANGER LE MONDE" underneath. A red navigation bar contains the categories "MONDE", "POLITIQUE", "SOCIAL-ECO", "SOCIÉTÉ", and "ENVIRONNEMENT". The "MONDE" category is highlighted in black. Below the navigation bar, there are icons for printing, social media sharing, and font size adjustment. A text prompt "Inscrivez-vous pour partager cet article" is visible. The main content area features a large photograph of a person's shadow cast on a white fabric, with a red and green flag visible on the left and right sides. Below the image, the text "MONDE - l'Humanité le 20 Septembre 2011" is shown, followed by "Palestine 194" and the main headline "L'État de Palestine au".

l'Humanité.fr
ENVIES DE CHANGER LE MONDE

A LA

MONDE POLITIQUE SOCIAL-ECO SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENT

MONDE

Inscrivez-vous pour partager cet article

MONDE - l'Humanité le 20 Septembre 2011

Palestine 194

L'État de Palestine au

L'Express

Etat de Palestine à l'ONU, la course d'obstacles

Par [Catherine Gouëset](#), publié le 23/09/2011 à 11:31, mis à jour à 17:30

[Recommander](#)

74

[Envoyer](#)

[Twitter](#)

0

[+1](#)

0

A⁻ A⁺



Imprimer



Envoyer par e-mail



Partager



Voter (9)



Commentaires (33)



Pour valider la création d'un Etat Palestinien, il faut que la candidature obtienne au moins neuf voix, sans veto de l'un des membres permanents.

Le Figaro



Photo n° 1



Photo n° 2



Photo n° 3



Photo n° 4



Photo n° 5



Photo n° 6



Photo n° 7



Photo n° 1

2 **ÉVÉNEMENT**

LIBÉRATION LUNDI 9 JANVIER 2012

LIBÉRATION LUNDI



Devant la gare d'Abbeville, jeudi.

Dans la ville de la baie de Somme, touchée elle aussi par la désindustrialisation et le chômage, les idées du FN se sont peu à peu installées et banalisées.

Abbeville, une cité à Front découvert

Par **PASCAL NIVELLE**
Enquête spéciale à Abbeville
Photos **ALBERT FACELLY**

Plus les années passent, et plus Christianisme, rebaptisé de l'industrialisation, comme le journaliste Max Lévesque, auteur d'Abbeville (Somme) de 1942 à 1995. « À cause de lui, on n'a pas eu le FN », dit l'industriel local, en parlant même d'un autre qui de ville est étonné d'ignorer tout. Mais ce n'est pas de l'émigration non plus. Et oui, c'est une bonne chose. Au milieu d'autres villes blanches, il existe à la mémoire de la Société d'industrialisation d'Abbeville, créée en 1907. Elle a été de plus, en partie, désindustrialisée de 1940, de la Laiterie

L'ESSENTIEL

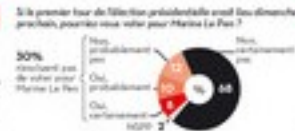
LE CONTEXTE
Les idées du Front connaissent une diffusion.

L'ENJEU
Marine Le Pen est mesure d'accroître leur de la province

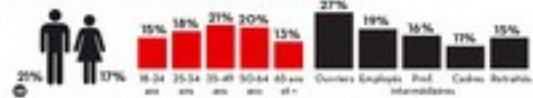
qui avait publié la Abbeville en 1942. Mais la dernière fois, Dupuis, en est venu à son dernier - la L'Essence, remplacée par

DÉPÊCHES

Sondage. Histoire officielle de quel il s'agit de la région de la Somme. En 1942, on a vu l'industrie de la région de la Somme. Histoire officielle de quel il s'agit de la région de la Somme.



PROFIL DE L'ÉLECTORAT POTENTIEL DE MARINE LE PEN



FAITES-VOUS COM



Photo n° 2



Photo n° 3



Inauguration des locaux du siège français de Google, à Paris, le 4 décembre. (MOTO/ALAMY/GETTY)

WEB La firme de Mountain View s'est fait pincer au Kenya pour vol de clientèle et bidouillage des données de la concurrence.

Google, moteur d'embrouilles

Par **CAMILLE GÉVAUDAN**

On a connu Google plus tôt que ça. À deux reprises la semaine dernière, des employés de l'entreprise se sont fait pincer en pleine opération de sabotage de la concurrence : vol de clientèle d'un côté, vandalisme cartographique de l'autre. C'est une fois.

«Google, mais qu'est-ce que la concurrence ?» demande Mucality dans un fillet de blog. Ce site est un équivalent kenyan des Pages Blanches, spécialisé dans le recrutement et la localisation des entreprises locales. Ça veut dire «des pages de Yellowpages» qui leur ont tout joué à l'encontre. «Quelques professionnels recensés nous formulent des requêtes confuses à propos de leur site internet, mais la conception de sites n'a jamais été portée des services que nous proposons», raconte le patron, Stefan Magdalinski. Il a alors écrit une petite note qui est son site, et observé que toutes les fiches des entreprises ayant appelé étaient inopinément été corrompues par un intrus malveillant avec Google Chrome sur un ordinateur qui tourne sur Linux. «This individual pour le Kenya», note Magdalinski.

«CORROMPUS». Pire d'un vol de génie, le patron de Mucality tend alors un piège à son rival : voler le site, sans avoir rempli 20% des cases d'infos par des numéros de téléphone manquant à notre échelle. Puis nous avons hérité des sites corrompus pour qu'ils ne passent pas par les

entreprises en question. «Hélas ?» Immédiatement, le système se désintègre. Les appels pleurent et il s'avère que la base de données de Mucality avait bien été fouillée et récupérée par la concurrence. Il s'agit d'employés sous-traitants de Google Kenya chargés de l'initiative Garming Kenyan Business Online, lancée deux mois plus tôt. OKBO cherche aussi à concurrencer la présence en ligne des entreprises locales, en créant gratuitement leurs sites. Non contents de voler

«Je suis un admirateur de Google, mais voir qu'il n'applique pas ses valeurs au Kenya m'a attristé.»

Stefan Magdalinski, patron de Mucality, responsable des Pages Blanches

des listes de clients, l'équipe Google a également fait croire aux professionnels contactés qu'ils étaient partenaires de Mucality. «Je ne me attendais pas à mettre au jour une véritable stratégie visant à nuire notre business, appuyée sur des messages, cochés Magdalinski, attristé. Les gros business doivent s'adapter aux pratiques culturelles locales sans transiger sur les principes éthiques. Je suis un admirateur de Google, mais voir qu'il n'applique pas ses valeurs au Kenya m'a attristé.» Google a personnellement communiqué à Mucality, se disant «merci» de découvrir les agissements des groupes locaux. Quant au vandalisme d'OpenStreetMap, il ne pouvait pas rester secret bien longtemps. Le

projet de cartographie participative compte plus de 500 000 utilisateurs, qui continuent et surveillent suffisamment bien la carte de leur région pour remarquer les changements suspects.

LICENCIEMENTS. Selon le récit de Steve Coast, fondateur du projet, «des adresses IP provenant de Google ont été trouvées dans des changements subtils, comme l'insertion d'une rue à sens unique». Une des adresses incriminées était même identique à celle désignée par Mucality. Ces employés furent en Inde en novembre 2012 interdits d'accès à plusieurs dizaines de comptes différents. «C'est pour le moins étrange, car nous entretenons de bonnes relations avec Google par le passé», remarque Steve Coast.

OpenStreetMap et Google Maps sont certes concurrents dans la cartographie en ligne, mais Google n'a aucun but lucratif dans ce secteur menacé par les bénévoles. Vingt-quatre heures après que l'affaire a éclaté, Google a licencié les deux employés coupables du vandalisme et précisé qu'ils «agissaient pour leur propre compte», tout en apparemment un instant tout personnel à valider la précision de leur emplacement. Selon Google, il n'y a aucune relation avec l'affaire Mucality et se trouvent simplement, par le plus grand des hasards, travailler dans les mêmes bureaux que les contractuels de Google Kenya. ■

Photo n° 4

Affaire des fadettes: un flic accuse Courroye

JUSTICE Selon Daniel Jacquême, le procureur a ordonné de rechercher le contenu des SMS d'un journaliste.



Le procureur Philippe Courroye, à Paris, en 2009. (AGENCE FRANCE PRESSE)

C'est pas moi, c'est l'autre. Par PV interne, la « police des policiers » et Philippe Courroye se restituèrent la faute dans l'affaire des fadettes (des factures détaillées de ventes de journaux du Monde) pour laquelle le procureur a été mis en examen. Selon le Monde daté de samedi, qui s'est procuré son PV d'audience du 10 janvier, le commissaire Daniel Jacquême, numéro 2 de l'Inspection générale des services IGS, la police des policiers, a déclaré à la juge Lydie Zimmermann (chargée de l'instruction de l'affaire que Courroye lui avait demandé le contenu des SMS du journaliste Jacques Bédaride). Ce qui constitue la défense du magistrat, mis en examen pour « collecte illicite de données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal et illicite » et « violation de secret des correspondances ».

Dans une interview à l'AFP, mardi, Philippe Courroye jurait au contraire d'avoir « obtenu le contenu des correspondances, c'est à dire des SMS échangés », ce qui est effectivement illégal sans commission rogatoire. Des représentants de ces deux institutions, lequel avait ? Dans un communiqué vendredi, le procureur Courroye et son adjointe, Marie-Christine Duhaigney, ont démenti « catégoriquement » cette accusation. Les magistrats parlent d'une « erreur » de la « police des policiers ». Pourtant, dans son PV, le commissaire Daniel Jacquême est catégorique : « Maintenant, nous formalisons que Mme Duhaigney vous a bien chargé de rechercher le contenu des SMS ? » lui demande la juge. « Oui, répond le policier. Le 28 septembre 2010 à 17 heures, M. Courroye, en déplacement en Suisse, a contacté Claude

Bard [directeur de l'IGS] pour savoir si, par répétition, il était possible d'obtenir le contenu des SMS. M. Bard avait en effet, il lui a demandé de prendre attache avec moi et lui a précisé que, selon lui, ce n'était pas possible, car il fallait une commission rogatoire technique. » Le 30 septembre, « Mme Duhaigney m'a posé la même question. Je lui ai répondu la même chose. [...] (Elle) m'a fait de même donner l'instruction de rechercher le contenu des SMS en indiquant qu'elle avait de jeter M. Courroye. » Des sources à l'IGS ont aussi également confié à l'AFP : « Nous avons agi sur ordre du procureur, pas plus pas moins, nous avons à chaque fois pris soin de nous assurer par écrit ce qui nous a été demandé. Si nous l'avons à l'époque agi, c'est que nous avions des données, en des interrogatoires, sur ce qui nous était demandé. »

8. 1. (www. AFP)

Photo n° 5



A Niou, en mai, un migrant nord-africain dans un camion de police. Les révolutions arabes ont permis nombre de personnes à fuir vers l'Europe. (MAGNET, GUYARD/AGF)

La Cimade souligne qu'une traque renforcée dans les pays africains s'ajoute au durcissement administratif en France et en Europe.

Les migrants pris au piège de l'intérieur

De FABRICE TASSER

L'exercice de rapport annuel a parlé ses limites, mais à moins de cent jours d'une présidentielle via le thème de l'immigration, on se voit surtout à droite et à l'extrême droite, les 95 pages de la Cimade, dévoilées hier, permettent de prendre un peu de recul. Et de citer les faits marquants de la période. Pour l'association, qui du reste a le regard sur « une crise de la région, urgente et insoluble ».

« DÉMARS. Quitter un peu le débat national ne fait pas de mal. Avec ce chiffre, par exemple : depuis 2010, 27 327 personnes sont arrivées aux portes de l'Europe. En 2011, les arrivations arabes ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis les troubles de leur pays et sont nées à l'échelle, morts ou vifs, sur les côtes du Sud de l'Europe. Pourtant, in-

elle la Cimade, des études ont montré que 69% des migrations subsahariennes sont des migrations Sud-Sud, et 86% des mouvements dans l'Afrique de l'Ouest sont intrarégionaux. Au final, « l'idée que la tendance majoritaire des migrants est de se rendre de l'Afrique vers l'Europe est erronée et peut être un piège défendant sur les politiques migratoires européennes ». De fait, l'idée d'un renforcement sécuritaire de ces politiques

Selon des études, 69% des migrations subsahariennes sont des migrations Sud-Sud, et 86% des mouvements dans l'Afrique de l'Ouest sont intrarégionaux.

est erronée, une fois ces statistiques posées, discutables. Mais c'est la réalité. Sous la pression de l'Europe qui conditionne ses aides, un nombre croissant de pays africains, dont le Maroc, la Mauritanie ou l'Algérie, ont durci leur législation

Photo n° 6

Brouillé par **JEAN QUÉLINIER**
Correspondant à Bruxelles

Pour Daniel Cohn-Bendit, coprésident du groupe Verts au Parlement européen, le futur traité sur la stabilité, la croissance et la gouvernance dans l'Union européenne, «difficile de dire par les ministres des Finances des États: Sept, ne «sera à rien». Et oublier la relance économique.

Ce traité constitue une «union budgétaire» entre les États de la zone euro est-il nécessaire?

Pour le Parlement, absolument pas. Tout est déjà dans les textes que nous avons adoptés l'an dernier, en particulier dans la réforme du Pacte de stabilité et le renforcement de la coordination des politiques économiques et budgétaires. Pour la plupart, il suffirait de modifier la législation existante. La seule chose qui nécessiterait un nouveau traité, c'est la constitutionnalisation, dans les législations nationales, du «droit à l'endettement» ou «règle d'or» [qui impose un ratio d'équilibre budgétaire, ndr]. Mais ce traité ne réglerait pas la question, car il y a d'un côté des États qui ne le souhaitent pas et, d'autre part, des États qui ne peuvent ratifier cette règle d'or dans leur droit interne. Par exemple, en Finlande, il faut une majorité des quatre cinquièmes pour modifier la Constitution...

Interview Pays-Bas ou en Grèce. En France, il n'y a tout simplement pas de majorité politique pour une telle règle. On est dans le pur affaiblissement politique. Pourquoi les États, eux, veulent-ils en avoir besoin?

Tout le monde s'en souvient: l'histoire impose que le gouvernement allemand, soutenu par ses homologues finlandais et néerlandais pour lui, la stabilisation des marchés passe par une présentation de la rigueur budgétaire, sans qu'il soit besoin de passer plus loin. La décision du Parlement européen n'est pas sur cette ligne. Nous ne sommes certes pas contre une bonne gestion budgétaire, quand la France doit rembourser, en 2012, 49 milliards d'euros pour les seuls intérêts de sa dette, ou se rend compte que cela ne peut plus durer. Mais il faut aller au-delà. Nous voulons ainsi une feuille de route visant à la création d'un fonds de «redéploiement» qui permettrait de commensurer la partie des dettes publiques dépassant 90% du PIB. Cette partie serait financée par des obligations européennes émises par les États européens et devant être remboursées en vingt ans. Il s'agit d'une proposition descriptif, mais elle est commune à tous les pays qui souhaitent la chancellerie, mais que celle-ci a ignorés. Nous

Coprésident du groupe Verts au Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit prône une stratégie de relance à côté d'un nouveau pacte budgétaire.



voulons aussi une stratégie d'investissement qui passe par l'investissement d'obligations européennes afin de relancer l'économie européenne autour de projets communs. Mais, à côté d'une feuille de route, on avait un pacte de relance et de commensuration des dettes européennes. Tel qu'il est, ce traité est insuffisant, voire dangereux. Pourquoi?

Il faut regarder les taux d'intérêt à dix ans de différents pays. Les Allemands comme les Belges ont des obligations émises à un taux de 2%, alors que leurs déficits et leurs dettes sont supérieurs à ceux de la zone euro. Le Japon emprunte à moins de 1% avec une dette de 200%. La France, elle, doit de 200% des intérêts d'intérêt 3%, l'Italie de 6%, l'Espagne de 6%. C'est un peu de plus des obligations budgétaires, mais politiques, qui engagent ce pacte. Quand l'Espagne dit qu'il va investir pour relancer son économie, cela lui va-t-il la confiance des marchés. Non, sur la relance, nous n'avons rien à dire. Il faut donc montrer que la zone euro se passe comme un tout et se régule tout sa croissance. C'est d'ailleurs ce que disent les agences de notation: la rigueur ne suffit pas à mettre fin à la crise. Il faut sortir de la politique des de Saigola Merkel, celle de la position.

Le traité n'est-il pas un simple «obligé» pour le chancelier allemand vis-à-vis de son opinion publique?

Ce n'est pas faux. Quand il sera signé, elle pourra dire à son opinion publique que sa culture de stabilité s'est imposée, qu'elle permet de se réorienter plus souple sur la solidarité. Par exemple, en archant de l'opposition à une telle union sans limite de la Banque centrale européenne sur le marché secondaire de la dette souveraine ou en permettant au Fonds européen de stabilité et à la Banque européenne d'investissement de s'approprier auprès de la BCE. Mais, même si c'est le cas, ce n'est pas le but. On ne peut pas avoir, on ne répond pas aux dettes de la relance globale.

Il y a donc un problème allemand?

La stabilité est plus complexe: personne n'a une pensée unique de la relance. Si la France, l'Italie, l'Espagne ou la Belgique ont des obligations émises, ce sont des obligations émises par les ministres des Finances publiques, mais que cela change d'urgence l'économie et ce n'est pas vrai, et qu'il faut organiser une stratégie de relance, ce pourrait être un débat politique avec l'Allemagne. Or, ce débat, on l'a vu. Pourquoi l'Allemagne est-elle d'une réticence? Des réticences comme les anciens chanceliers Helmut Schmidt et Konrad Adenauer l'ont fait. On ne peut pas obliger un État à signer, mais on peut le déléguer. Ce code trop facilement à Merkel. Nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Les ministres des Finances vont tenter de convaincre le Parlement de demander à la Commission de proposer la création d'obligations européennes et d'un fonds de relance pour l'actif de déficit.

REPÈRES

- **Demain** Première réunion au niveau politique, sur le projet de traité, entre les ministres des Finances des 27 pays de l'Union européenne.
- **30 janvier** Sommet européen devant finaliser le texte.
- **1^{er} mars** Signature officielle du traité.
- **1^{er} janvier 2013** Entrée en vigueur du traité.

«La conclusion [de l'accord sur l'effacement d'une partie de la dette privée grecque] et la deuxième aile européenne à la Grèce vont anéantir l'importance d'un danger systémique dans la zone euro.»
François Gournelli, chef de cabinet de Nicolas Sarkozy, lors d'une conférence de presse à la Veuve, jeudi 24 janvier.

Les négociations se poursuivent ce week-end entre Athènes et les représentants des créanciers privés de la Grèce sur l'effacement de plus de la moitié de la dette détenue par les banques et autres institutions privées. Les discussions portent sur le taux d'intérêt sur les titres qui doivent être rachetés, avant que le prêt de 100 milliards de 300 milliards d'euros de dette publique grecque soient 200 milliards déduits par le prêt afin de réduire la dette d'Athènes à 100% du PIB d'ici à 2015.

Le traité qui sera débattu demain par les Vingt-Sept durcit la discipline budgétaire.

Un texte qui vise à rassurer les marchés

Dans une semaine, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union devraient adopter le nouveau traité «sur la stabilité, la croissance et la gouvernance de l'Union économique et monétaire», destiné à renforcer la discipline budgétaire et l'harmonisation des politiques économiques au sein de la zone euro. Demain, les ministres des Finances vont essayer de trancher plusieurs points encore en suspens. Après quatre semaines de négociations entre diplomates, ce sera la première fois que la discussion sera conduite au niveau politique. Alors que les marchés semblent se calmer – en dépit de la dégradation, il y a dix jours, de 9 pays de la zone euro par l'agence de notation Standard & Poor's –, l'effet n'est pas permis, sans à l'heure l'accord.

Pourquoi un nouveau traité?

Le gouvernement allemand a exigé, pour prix de sa solidarité financière, une modification des traités afin de «renforcer la discipline», au niveau européen, la discipline budgétaire. Ainsi, veut-on dire Berlin, cela donnera le signal aux marchés qu'une «nouvelle Grèce» ne se reproduira plus. Cependant, le Royaume-Uni, lors du sommet des 11^{er} décembre, a exigé, en échange de son accord pour une extension des traités, de réviser certaines dispositions, notamment en matière de négociation des marchés. Résultat de ses pressions, qui ont débouché, pour continuer le verbiage de Londres, de conclure une convention internationale entre les seuls 17 États membres de la zone euro. Mais, au final, tous les autres pays non membres de la zone euro ont insisté qu'ils participent à la négociation et signent le traité de création d'un fonds européen, notamment avec le Royaume-Uni. Un élément clé: Nicolas Sarkozy, chef de cabinet de Nicolas Sarkozy, lors d'une conférence de presse à la Veuve, jeudi 24 janvier.

À quels pays s'applique-t-il?

Ce traité concernera en vigueur dix pays: 12 pays de la zone euro d'ici à 2015. C'est en fait de continuer un accord de l'observatoire G20 de décembre. Le Parlement européen participera aux discussions avec les chanceliers allemand, belge, grec, irlandais, le chancelier allemand Angela Merkel, le chancelier italien Romano Prodi, le chancelier italien Romano Prodi, le chancelier allemand Daniel Cohn-Bendit.

Qu'est-ce qui changera avec ce texte?

Son principal effet est d'obliger les États de la zone euro à signer, un an après l'entrée en vigueur du traité,

un tel dans leur Constitution, soit dans une législation nationale, le «règle d'or». Il s'agit d'introduire «un aspect formel» des déficits publics structurels (en dehors des variations de la conjoncture économique) supérieures à 0,5% du PIB, selon un calendrier qui sera arrêté par la Commission. Ainsi, le déficit conjoncturel ne pourra pas dépasser 3%, comme le prévoit le Pacte de stabilité.

DÉCRYPTAGE

Une mécanisme de «correction automatique» devra ainsi être introduit dans les Constitutions. Le Code de justice européenne sera chargé de surveiller que ce mécanisme est correctement mis en œuvre, sans peine d'une amende qui pourra atteindre 0,2% du PIB et qui sera versée au futur Mécanisme européen de stabilité (MES). Pour le reste, le traité se réfère à l'annexe de droit que nous avons vu, en particulier le «Six Pack», adopté fin septembre, qui a durci le Pacte de stabilité et renforcé la coordination des politiques économiques.

Mais ce texte va un tantinet plus loin. En particulier, les États s'engagent à soutenir les recommandations de l'observatoire européen chargé de surveiller que ce mécanisme est correctement mis en œuvre, sans peine d'une amende qui pourra atteindre 0,2% du PIB et qui sera versée au futur Mécanisme européen de stabilité (MES). Pour le reste, le traité se réfère à l'annexe de droit que nous avons vu, en particulier le «Six Pack», adopté fin septembre, qui a durci le Pacte de stabilité et renforcé la coordination des politiques économiques. Mais ce texte va un tantinet plus loin. En particulier, les États s'engagent à soutenir les recommandations de l'observatoire européen chargé de surveiller que ce mécanisme est correctement mis en œuvre, sans peine d'une amende qui pourra atteindre 0,2% du PIB et qui sera versée au futur Mécanisme européen de stabilité (MES). Pour le reste, le traité se réfère à l'annexe de droit que nous avons vu, en particulier le «Six Pack», adopté fin septembre, qui a durci le Pacte de stabilité et renforcé la coordination des politiques économiques.

À quels pays s'applique-t-il?
Ce traité concernera en vigueur dix pays: 12 pays de la zone euro d'ici à 2015. C'est en fait de continuer un accord de l'observatoire G20 de décembre. Le Parlement européen participera aux discussions avec les chanceliers allemand, belge, grec, irlandais, le chancelier allemand Angela Merkel, le chancelier italien Romano Prodi, le chancelier allemand Daniel Cohn-Bendit.

Qu'est-ce qui changera avec ce texte?

Son principal effet est d'obliger les États de la zone euro à signer, un an après l'entrée en vigueur du traité,

de votre correspondant à Bruxelles
JEAN QUÉLINIER

«L'Europe négocie un traité dont elle n'a pas besoin»

Photo n° 7

La bonne santé du pays, qui conserve son triple A, fait craindre à l'opinion de devoir payer pour les autres.

L'îlot allemand toujours plus inquiet

Calme apparent du gouvernement, inquiétude du côté des milieux d'affaires... «La note de l'Europe à propos de l'audit le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* dans son édition d'hier, tandis que les cartes de notation de la note euro données par la presse présentent l'Allemagne comme un îlot de relative stabilité, épargné mais isolé. «La note AA+ n'est vraiment pas une mauvaise note», a insisté une Angéla Merkel de motivationnellement subtile manière, espérant que l'agence Fitch n'aurait pas dégradé la France et d' peut sans doute par l'intention de la faire cette année. A Berlin, on indique que la dégradation par Standard & Poor's était attendue de longue date ; que, depuis l'autisme, le voisin français était de facto traité par les investisseurs comme un pays note AA, et que le Japon ou les États-Unis «étaient très bien» malgré la perte de leur triple A. «Je ne crois pas que la dégradation des notations des pays de la zone euro ait d'une quelconque manière que ce soit pour conséquence que l'Allemagne doit faire plus par rapport aux autres», a insisté la chancelière. Mettant ainsi le doigt sur le point qui fait mal.

Mécontentement. Vu de Berlin, la dégradation de neuf pays européens n'est une seule conséquence positive : l'Allemagne, dont le déficit est devenu une valeur refuge, peut désormais négocier à des conditions encore plus avantageuses qu'avant. Certains investisseurs sont même prêts à toucher des intérêts négatifs, et donc à payer pour acheter des obligations souveraines allemandes. «Mais cette relative est tout sauf simple, même le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. La solidité avec le reste de la zone euro crée de plus en plus d'un contribuable allemand et va finir par se refléter sur le plan politique.»

Les Allemands s'inquiètent en effet de l'avenir du Fonds européen de stabilité financière (FEF) et du tout récent mécanisme européen de stabilité (MES).



Angela Merkel, samedi à un congrès de la CDU pour la chancellerie, la «AA+ n'est vraiment pas une mauvaise note».

«Passez donc la France, le second grand du mécanisme perd son triple A, le plan de sauvetage et le crédit qu'elle obtient le même global de crédit accordé en revanche à son triple A. Dans les deux cas, cela augmente le coût du sauvetage [des pays en difficulté]», estime Jörg Kriemer, chef économiste de la Commerzbank.

L'Allemagne redoute également que les pays en difficulté de la zone euro atténuent leurs plans de stabilité face au mécontentement accru de leur opinion publique. Dans une note aux députés de Berlin au sein de l'Union européenne, l'Allemagne de la CDU, Ing

Autzenen, s'inquiétait notamment des dernières versions du pacte budgétaire européen en préparation, jugées trop peu contraignantes pour les États ne multipliant pas leur déficit public.

«Prévisions.» «Nous sommes désormais sous pression pour mettre en œuvre rapidement et de façon décisive le pacte budgétaire», a insisté Merkel samedi. Il ne s'agit pas de l'adhésion partielle ou l'on peut, mais de donner des garanties solides pour l'avenir... «En clair, l'Allemagne compte bien profiter de sa position de bon-dieu de la zone euro pour accroître la pression sur ses partenaires.

L'opposition allemande rappelle inste-

rais que la position du pays est fragile elle aussi. Le déficit public est censé être 0,7 % du PIB annoncé pour 2012, mais la dette nette consolidée et les socialistes du SPD demandent au gouvernement de donner l'exemple en revenant sur les hautes d'impôts annoncés pour 2013, année électorale outre-Rhin. D'autant que les perspectives ne sont guère optimistes. L'Allemagne, jusqu'à l'épargne par la crise (3 % de taux de croissance en 2011), devrait connaître cette année deux trimestres de récession et, fin 2012 sur un petit 0,5 % de croissance.

De notre correspondante à Berlin
NATHALIE VERBEEK

Postulat n° 2

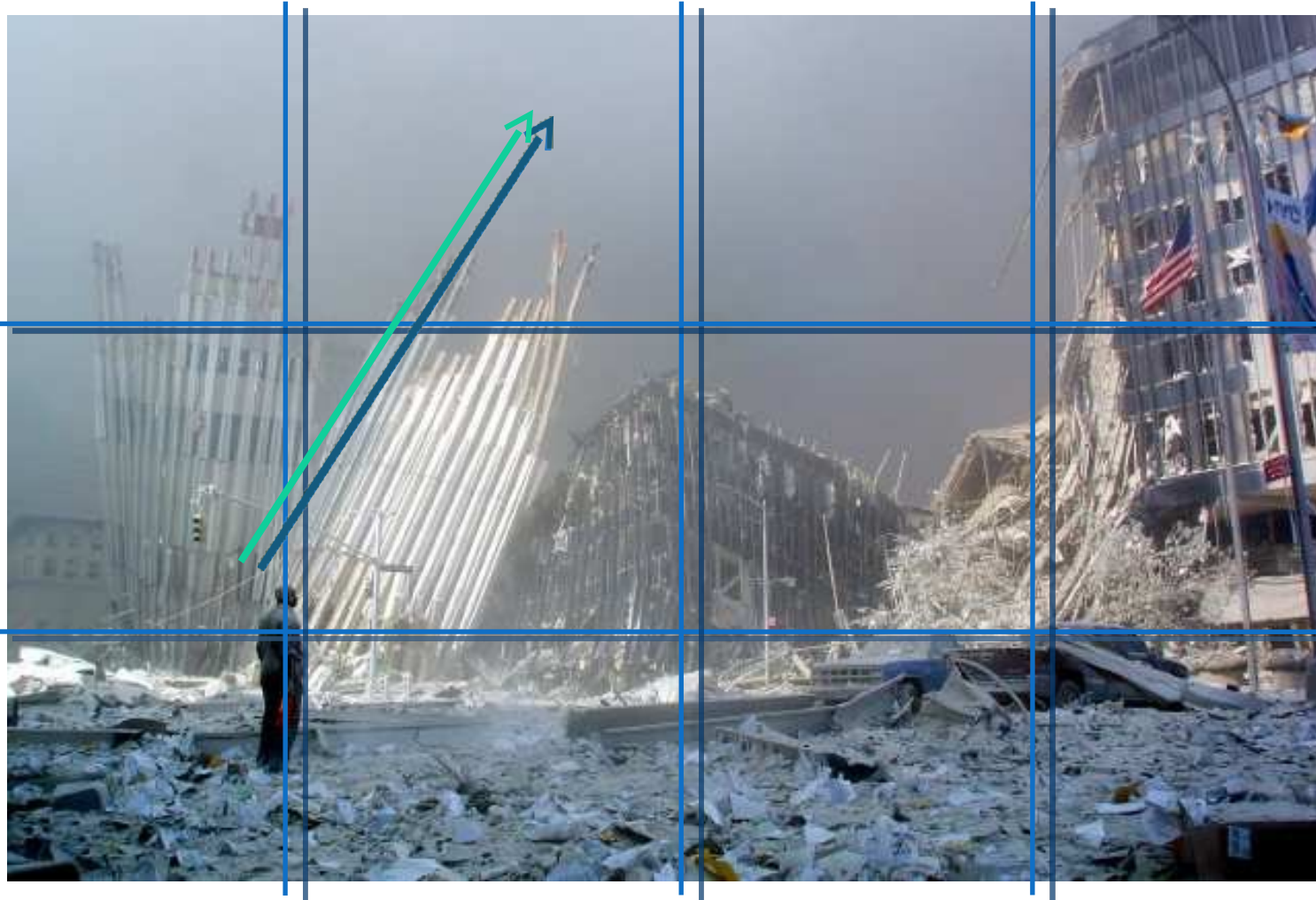
L'image d'information, comme toute image, utilise des codes traditionnels **dans un but très souvent argumentatif.**

Comment regarder ? ***Que*** comprendre ? ***Quels*** symboles ?



« Un homme muni d'un extincteur, lance des appels pour porter secours aux éventuels survivants après l'effondrement du *World Trade Center* »,
Doug Kanter et AFP, New York, 11 septembre 2001.

Comment regarder ? Que comprendre ? Quels symboles ?



LIGNES et POINTS de FORCE

Lignes de force en
opposition : horizontales,
verticales et obliques.

Points de force : homme,
drapeau, immeuble détruit
oblique, vide du ciel.

Monde du chaos, absence de
points de repères (la verticalité
urbaine a disparu),

SYMBOLIQUE

Isolement de l'homme, gravas et
immeubles détruits, poussière
rendant les couleurs uniformes,
drapeau américain dérisoire,
feux de signalisation éteints
(mort ?), vide aérien : Apocalypse
sur Terre ?

« Un homme muni d'un extincteur, lance des appels pour porter secours aux éventuels survivants après l'effondrement du *World Trade Center* »,
Doug Kanter et AFP, New York, 11 septembre 2001.



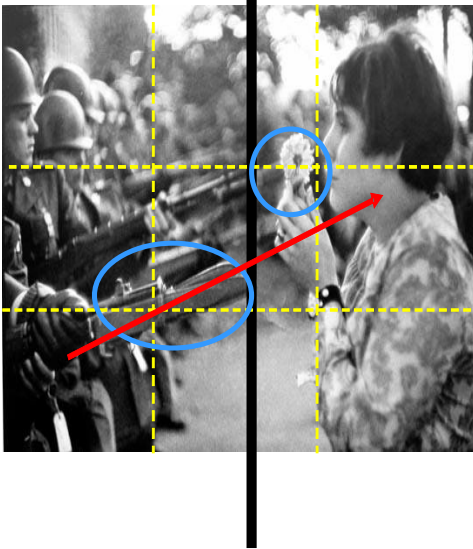
Marc Riboud, « la fille à la fleur »,

Manifestation contre la guerre du Vietnam, 21 octobre 1967.

L'antithèse est créée par

Opposition :

**armes « en joue » / fleur
portée face au visage**



**Opposition : nombre vs
isolement**

**Opposition : rangée de
militaires en uniformes /
femme seule en robe à
motifs floraux typique de
l'époque**

Comment regarder ? Que comprendre ? Quels symboles ?



Une ligne de force diagonale qui coupe la photo en deux parties :

- Vide et plein
- Idée d'opposition

Un plan d'ensemble ébigné et en plongée :

- Isolement de l'homme
- *David et Goliath*
- Ecrasement psychologique

Une légende explicite : valeur symbolique de l'homme habillé en blanc et noir.

« *Homme arrêtant les chars* », Stuart Franklin,
Place Tiananmen, Pékin, juin 1989

La légende

	Qui ?	Quoi ?	Quand ?	Où ?	Comment ?	Pourquoi ?
<i>Le Figaro</i>						
<i>Le Quotidien</i>						
<i>Le Parisien libéré</i>						
<i>Libération</i>						

La légende

	Qui ?	Quoi ?	Quand ?	Où ?	Comment ?	Pourquoi ?
<i>Le Figaro</i>	à lui tout seul cet homme une colonne de chars	a arrêté		près de la place Tien An Men	à chaque fois que les chars tentaient de le contourner, l'homme se remettait en travers	
<i>Le Quotidien</i>	cet homme seul une colonne de chars	a réussi à arrêter	hier matin		debout face aux tanks, il criait	révolte et indignation
<i>Le Parisien libéré</i>	les Pékinois comme cet homme le tankiste	défier l'armée allant jusqu'à bloquer l'avancée des chars	hier		s'est jeté à la rencontre de la colonne de chars n'avait pas bougé d'un pouce	défier l'armée
<i>Libération</i>	un homme une colonne de six chars	a bloqué	hier	près de la place Tien An Men	en se campant au milieu de la rue	

Le portrait



Le portrait

LIBÉRATION MERCREDI 25 JANVIER 2012

PORTRAIT NAJAT VALLAUD-BELKACEM



Dans son
à cette «nd
elle. « Plus
« machine,
de Science
de grand
chose de j
passe-moi
série les.
A Science
croient à
dites. « Je
de ne pas
seraient-ils
Assad. M
peuvent
épouse de
de même
d'un déje
le politiqu
pas de se
fait être a
« échelle
elle, dit se
que. Elle
conquise
je l'ai, elle
avait une
comme je
elle. « Naj
meurtre pa
dans la ga
la tête les
manque. I
sère. « Une
se trouven
en même
comme tu
de la premi
respectueu
avec elle. J
le réalisme
plutôt non
Lors de
Royaume-
« Elle
« Elle
parle avec
elle à la sa
le fédéral
qu'une et
elle espère
avec elle. I
pas méga
la dernière
que, est el
elle. « Non
malgré. Il n
ne s'est en
Lors de l'été
pour la 2e

Palpitante

Najat Vallaud-Belkacem. Porte-parole de Hollande, cette chaleureuse souriante voudrait qu'on cesse de la renvoyer à ses origines.

Najat Vallaud-Belkacem a tout du symbole parfait de la méritocratie républicaine. Mais elle ne veut pas de ce rôle. Arrivée en France à 4 ans, élevée par l'école, les livres, la politique, elle est, à 34 ans, porte-parole de François Hollande, après avoir été celle de Ségolène Royal. Depuis ses débuts en politique, elle cherche à échapper au rappel de ses origines. Mais les racines sont intéressantes pour ce que l'on en fait, le chemin que l'on parcourt. La famille Belkacem venait du Rif marocain. Deux grands-mères espagnole et algérienne mariées à des paysans. Et puis son père, ouvrier immigré, est venu la chercher avec sa mère et sa grande sœur pour un regroupement familial à Abbeville puis Amiens. Dans un quartier «sans grande mixité, précise-t-elle, pour que l'on n'oublie pas les problèmes de projection que cela pose pour devenir autre chose qu'une ouvrière ou une mère au foyer».

L'école a été le lieu d'épanouissement. A la maison, l'éducation était stricte. «Heureusement, dit-elle

Porte-parole de Hollande, cette chaleureuse souriante voudrait qu'on cesse de la renvoyer à ses origines.

Palpitante

Par OLIVIER BERTRAND

... pour seulement pour sa propre réussite. « C'est exorbitant et sans

Kim Phuc, brûlée au napalm - Nick Ut, 8 juin 1972

Attention les images peuvent vous choquer. Mais, ici il s'agit de la m



Kim Phuc, brûlée au napalm - Nick Ut



Photo de David Burnett



Photo : Bettmann/CORBIS - site Paul Gerhard



Postulat n° 3

Toute photographie **se réfère à d'autres images.**

**Hocine (AFP), *La madone de Benthala*,
1997 (après un massacre lors de la guerre civile en Algérie)
World press photo award 1997**



Cette photographie a fait le tour du monde, faisant la « une » de 750 journaux internationaux (sauf algériens), elle est devenue ce qu'on appelle **une icône**. On la surnomme d'ailleurs la Madone d'Alger.

- Le cadrage de l'image est très serré (plan rapproché)
- Le point de vue est focalisé sur le sujet, centré sur les deux personnages féminins
- Une ombre suggère l'existence d'un hors-champ
- La lumière vient d'en haut : « divine »





Titien, *Mater Dolorosa*. 1553-1554. Huile sur marbre. Musée du Prado, Madrid.



Pontormo, *La déposition*, Eglise Santa felicita, Florence, 1527.



<http://oeilduviseur.espritblog.com/index.php/2009/0>

-
- <http://oeilduviseur.espritblog.com/index.php/2009/0>
-
- <http://oeilduviseur.espritblog.com/index.php/2009/0>
-

Gérard Lefort, *Libération* (samedi-dimanche)



REGARDER VOIR

De GÉRARD LEFORT

Le chiant à soi



C'est une photographie admirable. Qui a été sélectionnée pour l'écarter des autres du ring de grande. L'écarter avec le Capote, le week-end dernier. Il y a même du lapin dans l'air. Ou, plus exactement, cet instantané le prouve, de la gauche. Il semblerait que ce soit dans le portrait du président Nino. C'est qui l'idée ? Et d'abord qu'il n'est, cette idée de ne traiter dans une journée de la mort multinationale masculine en grande du dirigeant présidentiel ? (Je n'ai pas commandé une machine à écrire pour faire voler la casquette du poète avec deux wings-berrins) Non, d'accord, ce fait de l'image pour le 20 heures de TF1, mais les juges n'ont pas prévu de la profondeur de champ et pas du gros plan. Bref, un moment de distorsion-lens-journaux cette fois à Cuba qui, certes, n'est pas à regarder des films photographiques avec des alternatives à vouloir les papayes, mais qui n'a également appris des news-compléters que l'air est rempli dans les divers avec ses tentes.

Et puis il y a aussi un acte de journalisme de la presse écrite qui n'ajoute (même) rien au jeu sur le ring, pas si cocu et à qui je dois faire des conditions off et on leur donne l'ordre de ne se signer à personne sans à tous leurs lectures. Mais le vrai est de nous faire (même) comprendre au TMS à l'histoire, pour que, sauf à faire, c'est parce que nous j'ai que « l'homme le jour », le véritable président, c'est quand même être obligé d'être mal avec à côté de la République-Montez qui, comme d'habitude, est restée à l'origine comment, se tient mal à l'aise que cette partie indigeste-montez repère ? et à l'air sans beaucoup d'être là que si elle était seule sur une feuille blanche (même) qu'il était tout son guide, Nathalie ? Et ensuite, vous avez vu derrière ? Mais Proudhon, ma ministre des ordres... ça va ! De l'Ordre... (même) c'est la joie Marie-Luce) Et le Gabon ? Il pourrait se faire bien meilleur de l'histoire. Mais non, il regarde dans le vide, il fait la ligne rouge des sondages, il fait ses affaires. Et ce sont pendant un instant ou pas ? Non, il y a des fois, il est un bon moment par le depuis l'histoire

(même) pour le changer les fois) et des indignes à la maison (même) ce plus être indignes mais... Oh Gabon, vers à quelque chose ? Comment il faut dire beaucoup aujourd'hui ? Non, si je fais le plancher, ce n'est pas parce que je réfléchis mais parce que je garde la tête d'eau. M'a pas l'air très sûr et prudente conditions. Et ça sont les boucles de serrage ? Tu parles d'un autre, Pierre, c'est plus qu'à bord du Geste d'accord ? Et qui me dit qu'il n'y a pas de conditions dans le Geste maritime et que les témoins sont qui traversent les pingans et mangent les gens, c'est seulement dans l'air en Geste ?

Et puis vous avez vu, là est tout un pingan à portée de main sans voir. Et ne mangent plus qu'à Geste. Et évidemment il a fait un photographe qui ne laisse même pas pour la main de M. et la connaissance en coupe de la cravate ne s'arrête pas du tout. C'est qui d'abord NFP ? Encore un autre qui n'a même pas le courage de signer avec ses news-compléters, seulement avec ses tentes (même) dans l'attente les tentes, même à l'UMP). Deux tentes à la fois, sans être respect. Alors oui, c'est bien, François, François, qu'il y a de quoi se tenir question c'est la chance qui redonne, le fait dit aux journalistes : même tout dans l'attente de ma vie, c'est tentes même pour gagner beaucoup plus et surtout partir en vacances le plus tôt possible d'une pingan à la fois (même) à la prochaine présidentielle, ce pas valent d'être tentes). ➔

Libération du mercredi 25 janvier



quand le doute est permis



Raising the flag on Iwo Jima (le drapeau dressé sur Iwo Jima), Joe Rosenthal, 23 Février 1945.

6 soldats américains dressent fièrement le drapeau pour consacrer leur victoire sur l'ennemi japonais, à la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale.

Mais...

Cette photo, ultra symbolique de son époque et détentrice du Prix Pulitzer, n'était qu'une reconstitution cadrée de l'installation d'un 1^{er} drapeau (plus petit). Les soldats prirent la pose en suivant les recommandations du photographe.

La photo est par conséquent à la fois vraie et fausse.

20 Juillet 1969, Neil Armstrong, 1^{er} homme sur la Lune. Photo de Buzz Aldrin.



L'image déclare les Etats Unis vainqueurs face à l'URSS dans les étapes de la conquête spatiale et le contexte de la Guerre Froide...

Mais...

Cette image n'est-elle qu'une reconstitution hollywoodienne ?

- Le drapeau est-il froissé ou agité par un vent inexistant sur la Lune ?
- Aucune étoile dans le ciel lunaire ?
- Des reflets suspects ?
- Le réalisateur Stanley Kubrick (2001 l'odyssée de l'espace – 1968) a-t-il réalisé ces images ?



Iran-Irak, l'embrasement, Henri Bureau,
Septembre 1980.

Le conflit éclate en septembre 1980. Henri Bureau, reporter à l'agence Sygma, au deuxième jour de la guerre se trouve à la frontière, du côté irakien.

A l'horizon un immense incendie a éclaté, des colonnes de fumées noires obscurcissent le ciel, côté iranien. La raffinerie d'Abadan, la plus grande du monde est en feu.

Soudain un soldat en arme passe. Henri Bureau lui demande de s'arrêter et de contempler le spectacle. Il fait alors "la" photo symbole de ce conflit et de la guerre du pétrole. Elle est immédiatement publiée dans le monde entier. Et depuis elle ressort systématiquement lors des rétrospectives sur la période, mais reste polémique puisque fabriquée.

La photo est par conséquent à la fois vraie et fausse.

Attention les images suivantes peuvent choquer

Mais, la manipulation des images existe depuis la naissance de la photographie !





Meilleure définition d'image sur la partie haute du visage

La partie basse est plus pixélisée que la partie haute (moins bonne définition). La couleur de peau est différente.

Détourage grossier de la partie basse. Les contours de la barbe sont flous.



l'Élysée. Au fond, Georg Gänswein,
le secrétaire particulier du Pape.
PHOTOS PASCAL ROSTAIN



Après leurs discours officiels en
présence de personnalités des mondes
politique et religieux, le Pape et
le président de la République quittent
la salle des fêtes de l'Élysée.

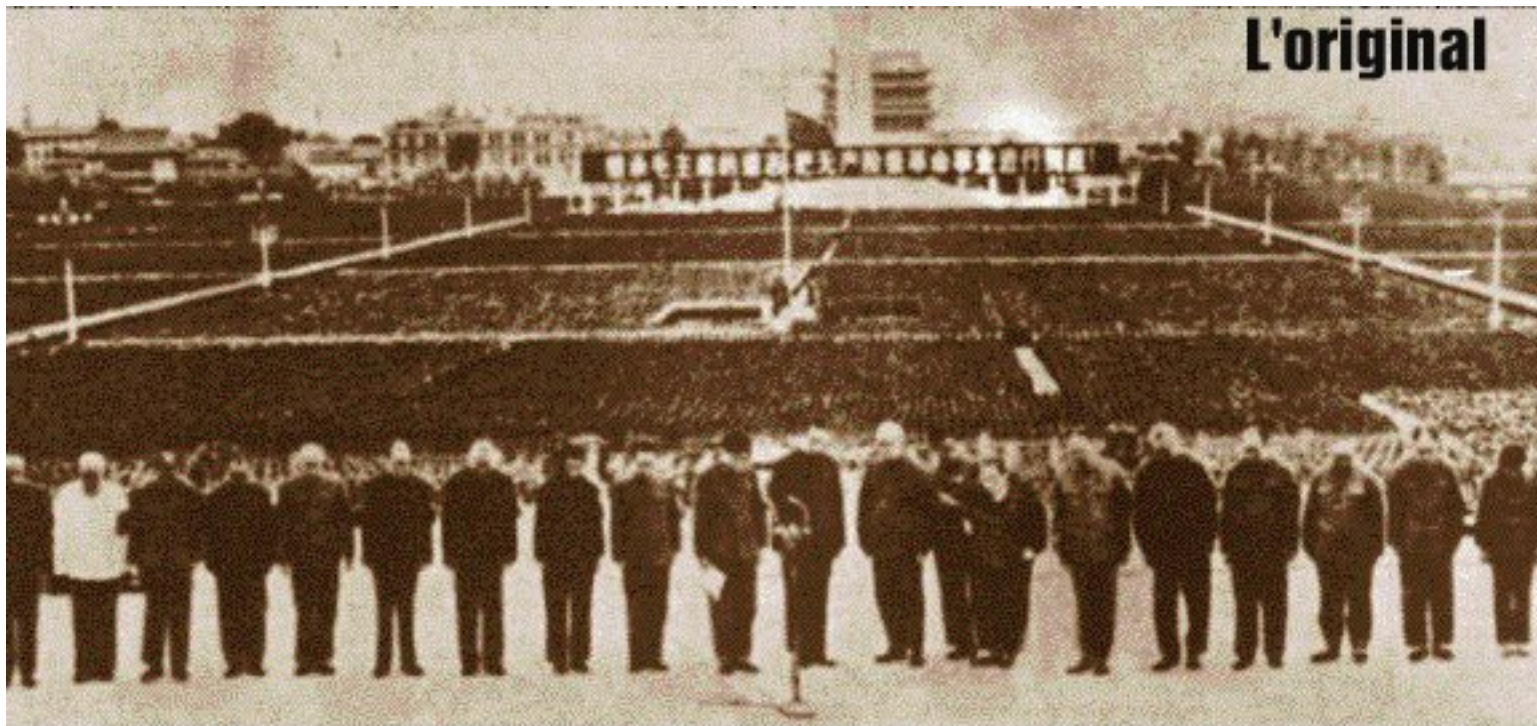
Quand Photoshop devient une « règle »



Le personnage
apparaît deux fois

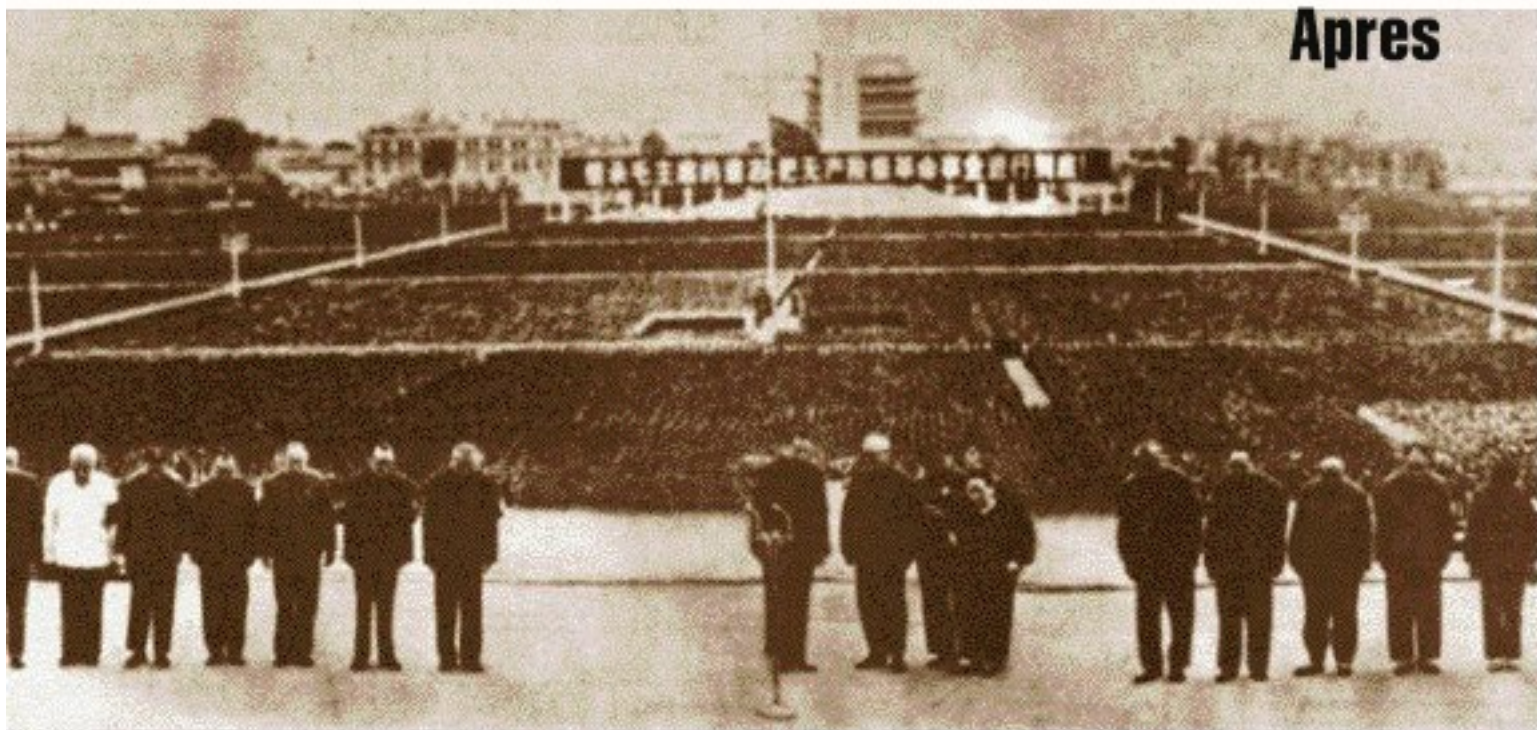


L'original



Enterrement de Mao 1976

Après





David représente au centre géométrique du tableau Madame mère alors qu'elle n'avait pas voulu assister à la cérémonie.